

Questions au Feuilleton

[Traduction]

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. Paul Dick (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur le Président, on répondra aujourd'hui aux questions n^{os} 161 et 274.

[Texte]

LES PROGRAMMES DE SCIENCE ET DE TECHNOLOGIE

Question n^o 161—**M. Orlikow:**

Le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social a-t-il supprimé des projets de ses programmes de science et de technologie afin d'absorber les compressions de dépenses imposées à la suite de l'exposé économique que le ministre des Finances a fait à la Chambre, le 8 novembre 1984 et, dans l'affirmative, lesquels et quel en est le coût?

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Oui, Santé et Bien-être social Canada a coupé trois projets scientifiques suite à la réduction des fonds du Programme énergétique national annoncée le 8 novembre 1984. Voici leurs titres et les coûts qui avaient été prévus:

1. Études de validation effectuées sur le terrain sur l'introduction de radon dans les immeubles (\$80,000).
2. Caractérisation des aromatiques dangereux provenant de la combustion des distillats dont les limites d'ébullition sont caractérisées par un grand écart (\$57,000).
3. Caractérisation et potentiel mutagène d'échantillons d'air prélevés dans des installations de liquéfaction du charbon (\$50,000).

Les neuf autres projets de Santé et Bien-être social Canada financés par le Programme énergétique national se poursuivront mais les fonds ont été réduits d'environ 40 p. 100.

LA VÉRIFICATION DES ENTREPRISES AGRICOLES

Question n^o 274—**M. Greenaway:**

Au cours de l'année 1984, par province et par mois, combien a) de vérifications d'agriculteurs le ministère du Revenu national a-t-il entreprises, b) d'argent le ministère a-t-il exigé des agriculteurs en impôts supplémentaires, c) d'employés supplémentaires le ministère a-t-il embauchés pour aider à la vérification des entreprises agricoles?

L'hon. Perrin Beatty (ministre du Revenu national): En 1984, le Ministère a effectué des vérifications 1) d'agriculteurs, 2) d'agriculteurs dont le revenu ne provient pas principalement de l'agriculture et 3) d'agriculteurs amateurs qui ont un emploi à plein temps, mais qui s'occupent également d'agriculture. Les statistiques ci-après sur les vérifications effectuées en 1984, établies chaque mois pour chaque province, répondent aux questions a) et b) et comprennent les trois types d'agriculteurs.

c) Aucun employé supplémentaire n'a été engagé pour ces vérifications. Le personnel assigné à la vérification des entreprises agricoles s'occupe également d'autres catégories de contribuables.

[Voir tableau à la page 4865.]

[Traduction]

M. Dick: Je demande que les autres questions restent au *Feuilleton*.

M. le Président: On a répondu aux questions énumérées par le secrétaire parlementaire. Les autres questions restent-elles au *Feuilleton*?

Des voix: D'accord.

* * *

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, je voudrais demander au leader du gouvernement à la Chambre (M. Hnatyshyn) quelles mesures il prévoit mettre en délibération mardi.

Je voudrais aussi lui dire que pour donner suite à la suggestion qu'a faite le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark), je suis bien prêt à le rencontrer pour discuter de l'organisation des travaux du comité mixte spécial de la Chambre et de l'autre endroit que l'on propose de créer pour étudier le Livre vert du gouvernement sur les affaires extérieures, afin que la population puisse exprimer ses opinions avant que ne se prennent des décisions sur les questions dont traite le document. Je veux qu'il soit bien clair que notre attitude dans les pourparlers sur notre participation ou non-participation aux travaux de ce comité dépendra du point où le gouvernement sera disposé à s'engager fermement et publiquement à ne rien décider, surtout en ce qui concerne l'Initiative de défense stratégique, ou guerre des étoiles, et les relations commerciales avec les États-Unis avant d'avoir entendu et examiné à fond les vues de la population, y compris le rapport de ce comité.

● (1210)

Enfin, monsieur le Président, j'aimerais faire confirmer par le leader du gouvernement à la Chambre que, contrairement à ce que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a laissé entendre au cours de la période des questions, le gouvernement n'a pas besoin du consentement des partis de l'opposition pour créer ce genre de comité mixte dont je viens de parler ou pour faire débattre et décider de cette motion par la Chambre.

L'hon. Ray Hnatyshyn (président du Conseil privé): Monsieur le Président, pour ce qui est des travaux de la semaine prochaine, il est entendu que nous ne siégeons pas lundi. Nous commençons aujourd'hui l'étude du projet de loi C-25. Il est possible que nous fassions des progrès sur ce projet de loi aujourd'hui. J'espère que nous pourrions lui faire franchir l'étape de la deuxième lecture.

J'ai donné la liste des projets de loi qui seront débattus les jours de la semaine prochaine où la Chambre siégera. Ils comprennent des modifications relatives à la Loi sur le divorce et à l'exécution des ordonnances ainsi que d'autres modifications à la loi sur les pêcheries. J'aurais voulu que nous discussions du projet de loi sur les pêcheries au début de la semaine prochaine. Je demande à mon ami de voir s'il n'y aurait pas moyen de faire avancer l'étude de cette mesure législative en supposant que nous arrivions à nous entendre sur la nature des amendements auxquels la Chambre pourrait consentir.